

**N° 5143<sup>3</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

---

**PROJET DE LOI**

**portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du  
12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action  
national en faveur de l'emploi 1998**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION SPECIALE  
„PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI“**

(14.7.2003)

La Commission se compose de: M. Marcel GLESENER, Président-Rapporteur; MM. François BAUSCH, Niki BETTENDORF, Lucien CLEMENT, Mars DI BARTOLOMEO, Jean-Marie HALSDORF, Aly JAERLING, Alexandre KRIEPS, Lucien LUX, Marcel SAUBER et Théo STENDEBACH, Membres.

\*

**1. PROCEDURE LEGISLATIVE**

Le 20 mai 2003, le Ministre du Travail et de l'Emploi a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi sous rubrique, accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a remis son avis le 8 juillet 2003.

Le Conseil d'Etat a avisé ledit projet en date du 10 juillet 2003.

Lors de sa réunion du 14 juillet 2003, la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ a désigné son Président Monsieur Marcel Glesener comme rapporteur, a analysé l'avis du Conseil d'Etat et a adopté le présent rapport.

\*

**2. BREF HISTORIQUE**

**La loi du 12 février 1999**

Suite aux conclusions du Sommet européen extraordinaire sur l'emploi qui a eu lieu à Luxembourg les 20 et 21 novembre 1997, un plan d'action pour l'emploi a dû être élaboré par tous les Etats membres de l'Union européenne. Dans le cadre des travaux de préparation du Sommet européen, un débat d'orientation sur l'emploi s'est tenu le 13 novembre 1997 à la Chambre des Députés. Il visait également à faire le point sur la situation du marché du travail au Luxembourg et sur les instruments existants de lutte contre le chômage. Compte tenu des lignes directrices européennes et en se basant notamment sur les recommandations formulées par la Chambre des Députés dans son débat d'orientation, le Comité de coordination tripartite a entamé des négociations le 6 février 1998 pour aboutir le 18 avril 1998 au premier plan d'action luxembourgeois. Cet accord a été consacré légalement par la loi du 12 février 1999 qui a modifié de nombreux textes législatifs et réglementaires.

**Première révision de la loi du 12 février 1999**

Dès son entrée en vigueur au 1er mars 1999, la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du PAN 1998 a donné lieu à des discussions en ce qui concerne l'interprétation respectivement l'appli-

cation de certains articles notamment en matière de congé parental et en matière d'organisation du travail.

Au cours de l'année 1999, le Comité permanent de l'emploi a décidé de mettre en place deux groupes de travail chargés d'identifier et de clarifier, dans les deux domaines précités, les dispositions litigieuses.

Si le groupe de travail en charge des questions d'organisation du travail a trouvé des accords sur certains points techniques, d'autres questions à connotation plus politique sont restées sans réponse. Au vu de l'avis général de la nécessité de clarifier le sens et la portée des dispositions donnant lieu à des interprétations discordantes eu égard notamment aux discussions sur les orientations futures en matière de politique en faveur de l'emploi, le Comité de coordination tripartite a décidé, en date du 4 mai 2000, de suspendre ses discussions sur le „paquet emploi 2000“ et de charger un groupe restreint de l'élaboration de propositions de réponse aux questions restées ouvertes.

Les conclusions de ce groupe de travail restreint, qui a œuvré sous la présidence du Ministre du Travail et de l'Emploi, ont été soumises au Comité de coordination tripartite qui les a entérinées dans son avis du 9 novembre 2000. En transposant légalement ces conclusions, le projet de loi 4763 déposé le 7 février 2001 à la Chambre des Députés s'est proposé également de fournir des réponses aux motions déposées par le groupe parlementaire LSAP dans le cadre du débat d'actualité sur l'emploi du 16 mars 2000. Il a abouti à la loi du 8 mars 2002 portant révision de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998.

\*

### 3. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi a pour objet de proroger à durée indéterminée respectivement à durée déterminée la validité de certaines dispositions de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998.

En effet, l'article XXX de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998 avait, dans son deuxième paragraphe, limité la validité de certaines dispositions au 31 juillet 2003, étant entendu que les effets financiers, administratifs et autres attachés à des opérations effectuées sur base des textes en question avant la date précitée continueront leurs effets jusqu'à la limite, le cas échéant prévue par les divers textes applicables.

Il s'agit principalement:

- de l'augmentation du taux de remboursement aux employeurs en cas d'embauche de personnes du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité et/ou la profession en question dans le cadre de certaines mesures en faveur de l'emploi
- de l'incitation financière à l'employeur en cas de passage d'un travail à plein temps à un travail à temps partiel d'un salarié âgé de 49 ans accomplis
- de l'obligation de consigner le résultat des négociations d'une convention collective de travail en matière d'organisation du travail, de formation, d'efforts en matière d'emploi et d'égalité des chances entre hommes et femmes
- des dispositions relatives à l'organisation du travail et notamment l'application d'une période de référence de quatre semaines moyennant établissement d'un plan d'organisation du travail (POT) respectivement la possibilité d'introduire des périodes de référence plus longues par voie conventionnelle.

Le paragraphe (3) de ce même article prévoit également qu'il sera procédé à une évaluation des effets des dispositions concernées sur le marché de l'emploi luxembourgeois avant la date d'expiration du délai en question.

De la même manière, l'article 19 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales dispose que

*„Il sera procédé avant le 31 juillet 2003 à une évaluation des effets des dispositions du chapitre 1er de la présente loi ayant trait au congé parental. Cette évaluation portera notamment sur l'incidence du congé parental sur le marché de l'emploi, ses effets sur l'égalité des chances et ses effets dans l'intérêt de l'enfant.*

*Sur la base de cette évaluation, le congé parental prévu à l'article 2 alinéa 1 est réduit de 6 à 3 mois et celui prévu au même article à l'alinéa 2 est réduit de 12 à 6 mois. La prolongation du congé*

*parental prévu à l'alinéa 3 est réduit en cas d'accouchement multiple de 2 à 1 mois pour le travail à plein temps et de 4 à 2 mois pour le travail à temps partiel pour les enfants nés après le 31 juillet 2003.*

*Les dispositions de la loi sur le congé parental peuvent être prorogées par une loi spéciale.*“

En date du 28 mars 2001, le Comité permanent de l'emploi a décidé de commander une étude quantitative et qualitative relative à l'évaluation du congé parental auprès du bureau KPMG, consultant ayant établi un partenariat de longue date avec la Caisse Nationale des Prestations Familiales à travers des projets réalisés depuis 1998, et notamment l'assistance à la mise en place du congé parental. L'étude sur le congé parental avait pour objet d'examiner si le congé parental a atteint les trois objectifs primordiaux qui étaient à la base de son introduction dans le cadre de la législation PAN de 1999 à savoir:

- une meilleure conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle, ceci dans l'intérêt supérieur de l'enfant;
- la promotion de l'égalité des chances entre hommes et femmes;
- le développement d'une politique active de l'emploi.

Pour ce qui est de l'évaluation des autres dispositions de la loi du 12 février 1999 dont la durée de validité est limitée au 31 juillet 2003, le Comité permanent de l'emploi a, tout d'abord, mené le 19 juin 2002 une discussion générale sur la méthodologie à appliquer. Il a été décidé de procéder à une évaluation ponctuelle eu égard notamment aux contraintes de temps. Une analyse a ainsi été commandée auprès du bureau ACORD International S.A., expert externe ayant déjà réalisé une évaluation générale des effets de la stratégie européenne pour l'emploi sur les politiques nationales au Grand-Duché de Luxembourg. Elle vise à:

- établir les corrélations entre certaines dispositions d'organisation du temps de travail avec l'évolution de l'emploi dans le cadre des entreprises sous conventions collectives de travail;
- établir les liens de causalité entre les dispositions précédentes, élargies des aspects de formation continue et d'égalité entre les femmes et les hommes avec leurs effets sur l'emploi;
- situer les effets de l'analyse ciblée sur les entreprises ayant souscrit des conventions collectives de travail par rapport au cadre de l'économie globale luxembourgeoise.

L'accompagnement et le suivi des deux études ont été confiées à l'Observatoire des relations professionnelles et de l'Emploi (ORPE).

Les conclusions des deux études\* en question ont été analysées et discutées au sein du Comité permanent de l'emploi le 21 janvier 2003 et du Comité de coordination tripartite le 12 février 2003. Elles ont également donné lieu à des échanges de vue dans le cadre de la Commission parlementaire spéciale „PAN“ avec les Ministres des départements ministériels compétents.

Il y a lieu de noter que si l'étude sur le congé parental a permis de dégager certaines tendances générales dans l'application des dispositions concernant le congé parental, il est néanmoins prématuré, après une période d'expérience relativement courte, de tirer des conclusions définitives. Les conclusions générales que l'on peut tirer au stade actuel sont les suivantes:

- Le congé parental permet de mieux concilier vie privée et vie professionnelle et la quasi-totalité des allocataires ont une perception très positive en ce qui concerne les effets du congé parental sur leur propre personne ainsi que sur le développement de leur enfant.
- Le congé parental offre une chance aux pères, mais il reste majoritairement pris par des femmes.
- Le congé parental n'a pas eu d'effets substantiels quant à sa finalité d'influer positivement sur le marché de l'emploi, finalité qui allait au-delà des objectifs de la directive européenne. Il peut certes stimuler l'activité professionnelle mais il n'est pas susceptible de réduire significativement le taux de chômage. Deux considérations viennent cependant tempérer ces résultats. Tout d'abord, 70% des remplaçants externes sont engagés définitivement. D'autre part, l'étude ayant été réalisée dans un contexte économique général favorable, il se pourrait que dans le contexte actuel d'accroissement du chômage, l'effet emploi gagne en importance dans la mesure où les demandeurs d'emploi seront plus enclins à accepter un poste de remplacement temporaire qu'auparavant.

---

\* Ces études sont disponibles sur le site Internet du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Quant à l'étude portant sur la mise en œuvre des dispositions relatives au travail et à l'emploi de la loi PAN qui expirent le 31 juillet 2003, elle permet de dégager les constatations majeures suivantes sous la réserve que l'impact de la loi modificative du 8 mars 2002 n'a pas été pris en considération dans le matériel statistique à la base de cette étude.

Il ressort que l'occupation salariale en général a augmenté de 18,5% en 2001, cette augmentation étant toutefois de près de 25% dans les secteurs et entreprises régis par une convention collective. Parallèlement, le pourcentage de salariés régis par une convention collective a également augmenté en passant de 41,1% à 43,1% en 2001. Ce sont surtout les salariés masculins (49%) et les ouvriers (56,3%) qui bénéficient des régimes collectifs de travail.

L'étude dresse également le bilan du suivi donné par les partenaires sociaux à l'article 4 paragraphe (4) nouveau de la loi modifiée du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail. Ce texte introduit par la loi PAN du 12 février 1999 prévoit que la convention collective doit fournir des indications sur le résultat des négociations collectives portant obligatoirement sur les quatre points suivants:

- la politique de formation de l'entreprise;
- les efforts faits par l'entreprise pour le maintien ou l'accroissement de l'emploi et la lutte contre le chômage;
- la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes;
- l'organisation du temps de travail.

Au-delà des discussions sur l'organisation du travail faisant partie de chaque négociation collective, le thème de la formation semble être le sujet le plus souvent considéré. Le thème de l'égalité entre hommes et femmes est intégré dans la majorité des CCT même s'il fait défaut dans les accords de secteur à prédominance masculine. Quant au thème de lutte contre le chômage et de la stabilisation de l'emploi, il ne figure que dans peu de CCT sectorielles.

En ce qui concerne les périodes de référence distinctes de la période de référence légale, prévues dans les conventions collectives, l'étude note que sur 147 entreprises ayant répondu à l'enquête, 44 ont introduit une période de référence dans la convention collective. Parmi ces dernières, 24 ont prévu l'exigence d'un plan d'organisation du travail. Finalement, neuf de ces entreprises ont déposé leur POT à l'Inspection du travail et des mines.

Les réunions suivantes du Comité de coordination tripartite des 26 mars 2003, 22 avril 2003 et 5 mai 2003 ont été consacrées à la réforme de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998 et ont abouti à des accords relatifs à la prorogation de certaines mesures qui sont transposés dans le présent projet de loi.

En ce qui concerne le congé parental, le gouvernement et les partenaires sociaux ont proposé de prolonger à durée indéterminée la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales tout en chargeant le ministre compétent de la finalisation, dans les meilleurs délais, d'un projet de loi ayant pour objet de clarifier les difficultés d'interprétation et d'application pratique du texte initial et de résoudre, dans la mesure du possible, les problèmes d'organisation rencontrés par les entreprises dans le cadre de la gestion du congé parental.

Pour ce qui est des autres dispositions dont la validité est limitée au 31 juillet 2003, le gouvernement et les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur une prorogation à durée indéterminée de leur validité, à l'exception de celles relatives à l'organisation du travail. Il a, en effet, été considéré qu'il était trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur la mise en œuvre des dispositions relatives à ce domaine particulier. Ceci est d'autant plus vrai qu'une partie d'entre elles dont notamment l'établissement du plan d'organisation du travail, la procédure des autorisations ministérielles de périodes de référence plus longues, la définition de la notion d'événement imprévisible, l'introduction de l'horaire dit mobile ne sont entrées en vigueur qu'en 2002.

Les dispositions relatives à l'organisation du travail seront donc prorogées pour une nouvelle période de quatre ans jusqu'au 31 juillet 2007. A l'instar de ce qui avait été prévu dans le texte initial, elles feront l'objet d'une évaluation avec cette date sur base des résultats d'une période d'observation se terminant le 31 décembre 2006.

#### 4. AVIS DU CONSEIL D'ETAT ET TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Afin de bien comprendre les développements qui suivent, il faut signaler que le projet initial avait, outre la finalité de proroger certaines dispositions de la loi PAN de 1999, deux autres objets.

D'une part, il prévoyait quelques menues modifications législatives d'ordre plus technique consistant notamment à clarifier la base légale de certaines pratiques administratives intimement liées à la mise en œuvre de ladite loi. A cet égard, les précisions apportées concernaient essentiellement les mesures de la loi PAN destinées à favoriser la lutte contre la ségrégation des travailleurs féminins et masculins sur le marché du travail. Cette loi prévoit l'augmentation de certaines aides financières accordées par l'Etat aux entreprises au cas où ces dernières embaucheraient des personnes du sexe sous-représenté. Le texte actuel vise la sous-représentation d'un des deux sexes „dans le secteur d'activité et/ou la profession en question“ et prévoit un règlement grand-ducal pour définir les secteurs d'activité et/ou les professions concernées. Or, comme la procédure réglementaire y relative, engagée le 12 octobre 2001, n'a pas abouti, les dispositions légales en question sont restées jusqu'à ce jour lettre morte. Le projet de loi initial intégrait donc la définition légale de la notion de sexe sous-représenté ainsi que la procédure de mise en œuvre des mesures y afférentes dans la loi PAN.

D'autre part, il introduisait certaines nouveautés en accord avec la philosophie à la base de la législation PAN à savoir principalement:

- l'extension de l'intervention du fonds pour l'emploi dans le cadre du suivi personnalisé des demandeurs d'emploi;
- l'abolition du permis d'accès à l'emploi des bénéficiaires d'une rente ou d'une pension de vieillesse;
- l'extension du champ d'application et de la durée du congé pour raisons familiales pour les enfants handicapés.

Cependant, dans son avis du 10 juillet 2003, le Conseil d'Etat se dit avoir été dans l'impossibilité d'examiner de manière approfondie l'ensemble du projet de loi vu le délai extrêmement court qui reste à courir avant la date du 31 juillet 2003 et ce d'autant plus que les avis des chambres professionnelles sur une matière qui les intéressera au premier chef ne lui ont pas encore été communiqués. Il s'est donc limité dans son avis aux articles du projet initial relatifs à la prorogation de certaines dispositions de la loi PAN tout en se réservant le droit d'examiner ultérieurement les autres dispositions en cause, notamment au regard des observations faites par les chambres professionnelles consultées. Le projet est donc à scinder en conséquence. Il note à cet égard que „*Pour le cas où le projet serait néanmoins voté dans sa version intégrale, nonobstant l'absence d'avis sur l'ensemble du projet, le Conseil d'Etat annonce d'ores et déjà qu'il ne pourrait accorder la dispense du second vote constitutionnel à un texte de cette portée*“.

Pour le reste, la Haute Corporation marque son accord pour la prorogation des différentes mesures telles que prévues par le texte initial et propose un nouveau texte à soumettre au vote de la Chambre des Députés qui tient compte des considérations précédentes.

Il remarque cependant encore que „*Du point de vue légistique, il aurait sans doute été préférable de modifier directement la loi de 1999 sur le congé parental au lieu de passer par une modification de l'article XXIV de sa loi d'introduction. Si le Conseil d'Etat n'insiste pas à ce stade sur le respect de cette orthodoxie formelle, c'est que dans cette optique, soit l'intitulé du projet de loi sous revue aurait en conséquence dû être complété, soit la matière en cause aurait dû faire l'objet d'un projet de loi à part*“.

Etant donné la prise en compte impérative de la date butoir du 31 juillet 2003, la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ a décidé unanimement de se rallier à la position du Conseil d'Etat et de soumettre au vote le texte tel que proposé par la Haute Corporation. Il est à noter que les Chambres professionnelles avaient prévu d'émettre leur avis sur les dispositions du projet de loi initial en même temps que celles prévues dans le projet de loi 5161 relatif à la loi du 12 février 1999 portant création du congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

La Commission spéciale tient quand même à souligner qu'elle a pleinement assumé ses responsabilités dans le cadre de la réforme de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 tout comme elle l'avait d'ailleurs fait dans le cadre de l'instruction du projet de loi 4459 devenu la loi du 12 février 1999. L'importance de la dimension parlementaire a, en effet, été réaffirmée au cours de la présente législature en ce sens que la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à la tenir régulièrement informée sur l'évolution des négociations



tripartites. Le Gouvernement, et en particulier, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen, a pleinement répondu à cette motion et un mécanisme régulier de consultations s'est mis en place.

La Commission spéciale s'est réunie à plusieurs reprises avant le dépôt du présent projet de loi à la Chambre des Députés afin précisément de prendre connaissance et de discuter de l'état d'avancement des travaux au sein du Comité de coordination tripartite. Ces réunions ont aussi eu pour objet de tirer un bilan des mesures pour l'emploi à la suite de la loi du 12 février 1999 via les deux études susmentionnées mais également au travers d'échanges de vue avec l'ADEM. L'une d'entre elles a également été consacrée à la présentation et à la discussion du texte de l'avant-projet de loi.

\*

## 5. COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 1

L'article 7 point 3 du texte initial devenu l'article 1 du présent projet de loi prévoyait la modification de l'article XXIV de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998 afin d'abroger les 3 premiers alinéas de l'article 19 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales dans le but de proroger à durée indéterminée le congé parental.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 10 juillet 2003, note qu' „il peut encore se rallier à la prorogation, au-delà du 31 juillet 2003, des dispositions ayant trait au congé parental. A cet effet, il convient d'abroger l'alinéa 2 de l'article 19 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, loi introduite par l'Article XXIV de l'instrument que le projet sous avis tend précisément à modifier par son article 7“. Il remarque encore que „Du point de vue légistique, il aurait été préférable de modifier directement la loi de 1999 sur le congé parental au lieu de passer par une modification de l'article XXIV de sa loi d'introduction. Si le Conseil d'Etat n'insiste pas à ce stade sur le respect de cette orthodoxie formelle, c'est que dans cette optique, soit l'intitulé du projet de loi sous revue aurait en conséquence dû être complété, soit la matière en cause aurait dû faire l'objet d'un projet de loi à part“.

La Commission spéciale se rallie au libellé de l'article 1 tel que proposé par la Haute Corporation qui a pour objet de modifier l'article XXIV de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998 afin d'abroger l'alinéa 2 de l'article 19 de la loi du 12 février 1999 portant création du congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

### Article 2

L'article 2 tel que proposé par le Conseil d'Etat et auquel se rallie la Commission spéciale reprend l'article 8 du projet initial.

Il a pour objet de modifier l'article XXX de la loi du 12 février concernant la mise en œuvre du PAN 1998 afin de proroger à durée déterminée respectivement à durée indéterminée certaines dispositions dont la validité était limitée au 31 juillet 2003.

Le *premier alinéa* du nouveau paragraphe (4) de l'article XXX proroge à durée indéterminée la validité des dispositions relatives au sexe sous-représenté, aux incitations financières pour les employeurs et à l'obligation de consigner le résultat des négociations d'une convention collective de travail en matière d'organisation du travail, de formation, d'effort en matière d'emploi et d'égalité des chances entre hommes et femmes.

Le *deuxième alinéa* du nouveau paragraphe (4) de l'article XXX proroge, pour une nouvelle période de quatre ans, en l'occurrence jusqu'au 31 juillet 2007, la validité des dispositions relatives à l'organisation du travail. A l'instar de ce qui avait été prévu initialement dans la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du PAN 1998, il sera procédé à une évaluation des effets des dispositions en question sur le marché de l'emploi luxembourgeois pour une période d'observation se terminant le 31 décembre 2006.

\*

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

**TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION SPECIALE  
„PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI“**

**PROJET DE LOI  
portant modification des articles XXIV et XXX de la loi modifiée du  
12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action  
national en faveur de l'emploi 1998**

**Art. 1er.**— L'article XXIV de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 est modifié comme suit:

„L'article 19, alinéa 2 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales est abrogé.“

**Art. 2.**— L'article XXX, paragraphe (4) de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prend la teneur suivante:

„(4) Sur base de l'évaluation visée au paragraphe (3), la validité des dispositions énumérées aux points 1 à 3 du paragraphe (2) est prorogée à durée indéterminée.

La validité des dispositions énumérées aux points 4 à 6 du paragraphe (2) est prorogée jusqu'au 31 juillet 2007. Avant cette date, il sera procédé, pour une période d'observation se terminant au 31 décembre 2006, à une réévaluation de ces dispositions sur le marché de l'emploi luxembourgeois.“

**Art. 3.**— La présente loi entre en vigueur le 1er août 2003.

Luxembourg, le 14 juillet 2003

*Le Président-Rapporteur,*  
Marcel GLESENER

